



EUROMÉDITERRANÉE

Établissement Public d'Aménagement – Marseille

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Mise à jour et maintenance de la carte interactive de l'EPA Euroméditerranée

Caractéristiques principales des contrats



Marché conclu à prix mixte



Exécution par ordre de service, bons de commande et marchés
subséquents



Durée de 4 ans



Révision annuelle des prix

Sommaire

Article 1 – Dispositions générales	3
Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre	3
2.1 Pièces particulières	3
2.2 Pièces générales.....	4
Article 3 – Droits de propriété intellectuelle.....	4
Article 4 – Dispositions financières	4
4.1 Forme des prix	4
4.2 Revalorisation du montant du marché au titre de la maintenance évolutive	5
4.3 Avance	5
4.4 Modalités de règlement.....	5
4.4.1 Périodicité des acomptes	5
4.4.2 Délai de paiement	6
4.4.3 Contenu des factures	6
4.4.4 Transmission des factures	6
4.5 Variation des prix	7
Article 5 – Pénalités	8
Article 6 – Equipe dédiée et modification	8
Article 7 – Prestations similaires	9
Article 8 – Dérogations au CCAG TIC	9

Article 1 – Dispositions générales

Le marché est conclu avec **un unique titulaire** (monoattributaire)

Il est conclu pour une **durée de 4 ans**.

Il s'agit d'un **marché composite**, comprenant une partie forfaitaire et une partie "accord-cadre"

Conformément à l'article R. 2113-4 du code de la commande publique, le marché est décomposé en tranches comme suit :

Tranche ferme	<p>La tranche ferme est traitée à prix mixtes. Elle comporte :</p> <ul style="list-style-type: none">- une partie forfaitaire pour la mise à disposition et la maintenance de la plateforme ;- une partie « accord-cadre » pour les prestations complémentaires et spécifiques :<ul style="list-style-type: none">* des bons de commande pour les prestations prévues au BPU ;* des marchés subséquents pour la maintenance évolutive . <p>Cette partie sera conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 250 000 euros HT conformément à l'article R.2162-4 2° du code de la commande publique.</p>
Tranche optionnelle 1	<p>Réversibilité (prix forfaitaire)</p> <p>L'affermissement de la tranche optionnelle se fera au plus tard 6 mois avant la date de fin du marché.</p> <p>Le non-affermissement de tranche optionnelle ne donnera lieu à aucune indemnité.</p>

Par dérogation à l'article 38.4 du CCAG TIC, et nonobstant l'affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire s'engage à disposer d'un plan de portabilité/réversibilité/transférabilité et le tient à jour régulièrement. L'EPAEM peut exiger, à tout moment, la communication dudit plan et la réalisation des tests ou simulations. Le plan devra alors être transmis dans un délai n'excédant pas 15 jours calendaires à compter de ladite demande.

Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, Bordereau des Prix Plafonds et Bordereau des Prix Unitaires) ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières commun ;
- Le Mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
Le CCAG-TIC, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

Les dérogations au CCAG-TIC sont récapitulées à l'article 8 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Droits de propriété intellectuelle

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG TIC s'applique sous réserve des précisions et dérogations précisées ci-dessous.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG TIC, et compte tenu de la nature des logiciels utilisés pour la réalisation des prestations, les opérations de maintenance évolutive réalisées en cours d'exécution sont également considérées comme des connaissances antérieures standards.

Sont considérées comme des « résultats » du marché, les données, paramétrages et développements propres à l'établissement. Conformément à l'article 46.2.1 du CCAG TIC, s'agissant d'informations propres à l'EAPM, ces données font l'objet d'une cession à titre exclusif au pouvoir adjudicateur.

Article 4 – Dispositions financières

4.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix mixtes.

Partie forfaitaire	Les prestations de mise à disposition et maintenance de la plateforme sont rémunérées par application d'un prix forfaitaire annualisé.	
Partie accord-cadre	A bons de commande	A marchés subséquents
	Les prestations détaillées au Bordereau des prix unitaires (BPU) feront l'objet d'un bon de commande. Le prix de chaque commande sera déterminé en affectant aux quantités commandées, les prix unitaires mentionnés dans le bordereau des prix unitaires.	Les prestations de maintenance évolutive feront l'objet d'un marché subséquent. Euroméditerranée adressera au titulaire une demande de devis précisant les prestations attendues. Le devis détaillera le chiffrage conformément aux prix unitaires plafonds définis dans le présent accord-cadre. Le titulaire est tenu de transmettre le devis susmentionné dans un délai de 48h. Le montant du marché subséquent sera considéré comme un montant global et forfaitaire, dont le détail est présenté dans le devis joint en annexe du bon d'engagement du marché subséquent. Les quantités figurant dans le devis n'ont aucune valeur contractuelle. Aussi, seul le montant total est contractuel. Ce document n'est pas contractuel et ne peut être opposé au maître d'ouvrage notamment en matière de quantités réellement exécutées.

4.2 Revalorisation du montant du marché au titre de la maintenance évolutive

Selon les évolutions réalisées au titre des changements de la réglementation et de la maintenance évolutive, les parties conviennent de se rencontrer afin de définir le montant de la revalorisation de la prestation de maintien en condition opérationnelle (maintenance préventive et/ou curative).

La modification du montant forfaitaire du marché sera formalisée par la passation d'un avenant.

Conformément à l'article R2194-3 et R2194-5 du Code de la commande publique, chacune des modifications engendrées par une évolution de la réglementation ne pourra être supérieure à 50% du montant du marché initial.

Conformément à l'article R2194-8 du Code de la commande publique, chacune des modifications engendrées par la maintenance évolutive ne pourra être supérieure à 10% du montant du marché initial.

4.3 Avance

Pour la partie forfaitaire, le titulaire a droit à une avance de 5 % du montant de la tranche affermie dans les conditions prévues à l'article R. 2191-13 du code de la commande publique.

Pour la partie accord-cadre, le titulaire pourra prétendre à une avance de 5 % du montant de chaque bon de commande ou marché subséquent supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois dans les conditions prévues à l'article R. 2191-16 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le remboursement de cette avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteindra 65 % du montant de la tranche affermie ou du bon de commande. Il sera terminé lorsque ce pourcentage aura atteint 80 %, ceci conformément à l'article R. 2191-19 du code de la commande publique.

4.4 Modalités de règlement

4.4.1 Périodicité des acomptes

Partie forfaitaire	Les paiements se feront trimestriellement.
Partie « accord-cadre »	<p>Après l'achèvement des prestations de chaque bon de commande ou marché subséquent, le titulaire remet sa demande de paiement correspondant au montant total du bon de commande ou du marché subséquent.</p> <p>Si la durée d'exécution des prestations du marché subséquent est supérieure à 3 mois (ou 1 mois lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise), une facture intermédiaire pourra être établie.</p> <p>La facturation doit être propre à chaque bon de commande ou marché subséquent. Aucune facturation comportant des prestations réalisées sur plusieurs bons de commande ou marchés subséquents ne sera admise.</p> <p>De plus, en cas de paiement fractionné, la facture devra récapituler le cumul des paiements déjà effectués au titre de précédents acomptes.</p>

4.4.2 Délai de paiement

Le délai global de règlement des prestations est de 60 jours maximum conformément à l'article R. 2192-11 du code de la commande publique.

Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plate-forme "Chorus Portail Pro 2017".

Lorsque la date de fin d'exécution des prestations mentionnée sur la demande de règlement, est postérieure à la date de réception de ladite demande de règlement, cette date, validée par l'attestation du « service fait », marque le point de départ du délai de règlement.

Tout retard de paiement ouvre droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant, conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-32 du Code de la commande publique.

4.4.3 Contenu des factures

Les situations seront établies conformément au modèle agréé par l'EPAEM ou son mandataire et feront apparaître séparément :

Contenu des demandes de paiement
Intitulé et numéro du marché (ou du marché subséquent le cas échéant)
Numéro d'engagement juridique
Désignation des prestations exécutées
Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
Taux de TVA applicable
Dates de réalisation des travaux
Montant de l'avance le cas échéant

Les factures ne devront pas faire apparaître de révision des prix, celle-ci étant calculée par la direction des finances.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les factures des cotraitants doivent impérativement être validées par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, une attestation de paiement direct doit être jointe.

Les pénalités appliquées en cours de chantier seront décomptées en « cumulatif » jusqu'au solde.

4.4.4 Transmission des factures

Les factures sont établies au nom de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et doivent être transmises sous forme électronique via le portail Chorus Pro, solution mutualisée mise à disposition par l'Etat : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- numéro de SIRET de l'EPAEM : 40413229200024
- numéro d'engagement : le n° du bon d'engagement du marché subséquent (lorsque le marché subséquent est constitué par un mail de validation du devis, le numéro d'engagement sera transmis par un message dédié)

4.5 Variation des prix

La révision de prix sera effectuée à l'issue de périodes successives de 12 mois, la première révision intervenant 12 mois après la date T0 de notification du marché.

la formule applicable est la suivante :

$$P_n = P_o \times (A_n/A_o)$$

dans laquelle:

- P_o = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- P_n = prix révisé ;
- A = Indice SYNTEC Révisé - Coûts salariaux des prestations intellectuelles (informatique, ingénierie, ...)
- A_o = valeur de l'indice A lue au mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- A_n = dernière valeur définitive connue de l'indice A lue à T0 + 11 mois (première révision), T0 + 23 mois (deuxième révision) et T0 + 35 mois (troisième révision).

Exemple : le marché est notifié en janvier 2025, la première révision intervient en janvier 2026. Il est pris en compte la dernière valeur connue de l'indice A lue au mois de décembre 2025.

Les marchés subséquents de maîtrise d'œuvre conclus conformément aux taux plafonds (le cas échéant, révisés), seront réputés conclus à prix ferme.

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires sont arrondis au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Article 5 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG Techniques de l'information et de la communication (TIC), les pénalités suivantes s'appliquent en cas de manquement aux obligations contractuelles :

Objet	Montant
Non-respect du délai de mise en œuvre des prestations	500 euros par jour calendaire
Dépassement du délai d'exécution fixé dans le cadre d'une prestation sur bon de commande	200 euros par jour calendaire
Dépassement du délai d'intervention en cas d'anomalie bloquante ou d'incident de sécurité critique	500 euros par heure
Dépassement du délai d'intervention en cas d'anomalie majeure ou d'incident de sécurité majeur	200 euros par heure
Dépassement du délai d'intervention pour les autres types d'anomalie ou d'incident de sécurité	100 euros par heure
Autres manquements aux obligations contractuelles	100 euros par jour calendaire

Les pénalités sont déclenchées sans mise en demeure préalable, à compter du manquement constaté notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG Techniques de l'information et de la communication (TIC), les pénalités sont dues dès le 1er euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG Techniques de l'information et de la communication (TIC), le plafonnement des pénalités est de 25 % du montant total hors taxes du marché.

Article 6 – Equipe dédiée et modification

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution du marché, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- En aviser par écrit (mail), sans délai, l'EPAEM et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPAEM, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai 7 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le titulaire. Toutefois, l'EPAEM se réserve la possibilité de refuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'EPAEM, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue au présent CCAP.

Article 7 – Prestations similaires

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, si la période de réversibilité ne permet pas le transfert de la responsabilité technique au titulaire du nouveau marché de gestion de la paie, soit pour faute de ce dernier dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG TIC, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 48 dudit CCAG, un marché sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé afin de prolonger la réalisation des prestations objet du présent marché pour une durée d'un an.

Article 8 – Dérogations au CCAG TIC

Article du présent CCAP	Article du CCAG TIC auquel il est fait dérogation	Objet
1	38.4	Plan de portabilité
3	44.2	Droits de propriété intellectuelle
5	14.1 ; 14.1.2 ; 14.1.3	Pénalités pour retard